
URÍA MENÉNDEZ

Conditions générales

En vigueur depuis le 15 juin 2020.

Modifications en 2022 et 2023.

Dernière modification en vigueur depuis le 10 avril 2025.

Sommaire

1. Objet et champ d'application	4
2. Principes généraux.....	5
3. Services professionnels.....	6
4. Intervention d'autres professionnels	7
5. Honoraires, frais et facturation.....	8
6. Communications.....	10
7. Confidentialité et secret professionnel	11
8. Politique anti-corruption	12
9. Prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ...	13
10. DAC 6.....	14
11. Formules et données techniques, comptables et financières.....	15
12. Utilisation de services, outils ou plates-formes numériques externes	16
13. Propriété intellectuelle	17
14. Publicité.....	18
15. Conservation et stockage de documents et informations.....	19
16. Portée et limitations de responsabilité	20
17. Extinction.....	21
18. Protection des données personnelles fournies par le client	22
19. Clause informative concernant le traitement des données des Parties	26
20. Modification des présentes Conditions Générales	28
21. Loi applicable et compétence juridictionnelle.....	29

1. Objet et champ d'application

Ces conditions générales (ci-après, les « **Conditions Générales** ») ont pour objet de régir la prestation de services de conseil juridique (ci-après, les « **Services** ») par Uría Menéndez Abogados, S.L.P., dont le siège social est sis à Madrid, c/ Príncipe de Vergara, 187 Plaza de Rodrigo Uría (ci-après, « **UM** ») à chacun de ses clients (ci-après, le « **Client** » et, conjointement avec UM, les « **Parties** »), sans préjudice de conditions spécifiques susceptibles d'être déterminées ou convenues dans le cadre d'une ou plusieurs missions particulières (ci-après, la « **Mission** » ou les « **Missions** ») ou de l'ensemble de celles confiées par le Client.

Ces Conditions Générales cesseront de recevoir application lorsque la Mission donnant lieu à la prestation des Services dans le cadre d'un dossier déterminé sera effectuée au sein des bureaux du Portugal d'UM, auquel cas il conviendra de s'en remettre aux conditions générales adoptées pour le Portugal, lesquelles sont soumises à son droit interne et attribuent compétence juridictionnelle aux cours et tribunaux de ce pays pour la résolution des différends.

2. Principes généraux

La relation entre les Parties est fondée sur une confiance mutuelle ainsi que sur une communication transparente et efficace concernant tous éléments s'avérant nécessaires ou simplement opportuns pour une prestation des Services des plus performantes. À cette fin, le Client fournira, dès que possible, tant au début de la relation qu'au cours de son déroulement, les informations et la documentation pertinentes (y compris celles relatives aux éventuels délais susceptibles de présenter un intérêt), en prêtant une attention toute particulière aux modifications qui pourraient influencer sur les informations précédemment communiquées.

UM prêtera les Services dans le respect des principes et valeurs d'indépendance, intégrité, loyauté et diligence ainsi qu'en accord avec les règles déontologiques et professionnelles inhérentes à l'exercice de la profession d'avocat.

La relation entre UM et le Client sera celle d'une prestation de services et nos avocats ne seront pas tenus d'accepter ou de suivre les instructions du Client qui pourraient porter atteinte à leur indépendance ou à leur appréciation professionnelle.

Dans le cadre de son engagement à l'égard du respect des plus hautes normes, UM a adopté un Code de conduite d'application obligatoire, dont les principes fondateurs sont disponibles sur son site internet. Le Client a lu et a pris connaissance des [Principes fondateurs du Code de conduite d'UM](#) et il les accepte.

3. Services professionnels

Les Parties conviendront de la nature et la portée des Services confiés à UM au début de chaque Mission, sans préjudice de leur éventuelle modification d'un commun accord à tout moment au cours de la prestation de ces derniers. À défaut d'un tel accord, la Mission comprendra la prestation des services habituels de conseil juridique conformes la nature de ladite Mission.

Pour la prestation des Services, UM aura recours à ses propres ressources matérielles et humaines. Ainsi, il assignera à chaque dossier une équipe de travail constituée des avocats d'UM qui, à son avis et en accord avec ses normes de qualité, s'avèrent les plus idoines compte tenu de leurs compétences, expérience et ancienneté ainsi qu'au vu des besoins du Client ou de la Mission confiée. UM pourra adjoindre, à son entière discrétion et au cours de la prestation des Services, de nouveaux avocats à l'équipe de travail ou remplacer ceux précédemment assignés à celle-ci. Dans tous les cas, le Client sera informé de la désignation d'un ou plusieurs avocats de contact, lesquels centraliseront la relation avec le Client et l'échange d'informations relatives à la Mission.

La relation professionnelle sera établie entre UM et le Client sans qu'une mission professionnelle puisse donner naissance à une relation entre UM et des personnes ou entités distinctes du Client, y compris avec sa société mère, ses filiales, ses sociétés apparentées ou ses conseils. Le Client ne pourra céder, nantir, grever ni disposer, sous quelque forme que ce soit (ni en tout ou partie ni directement ou indirectement), au profit de tiers, de sa qualité dans la relation de prestation de services professionnels, ni d'aucun droit de créance qui en serait issu sauf, dans ce dernier cas (cession de droits de créance résultant de la relation de prestation de services), lorsque le Client serait un consommateur.

4. Intervention d'autres professionnels

Si, dans le cadre de la prestation des Services, l'intervention de professionnels autres que les avocats d'UM (experts, notaires, avoués, avocats étrangers, etc.) s'avérait nécessaire, la désignation et la relation de prestation de services avec ces autres professionnels incomberont au Client. UM ne sera pas responsable de l'activité de ces autres professionnels, sans préjudice d'une éventuelle collaboration de sa part avec le Client dans le choix de ces derniers.

En règle générale, le Client conviendra directement avec ces autres professionnels du montant de leurs honoraires professionnels ou droits nés de leur intervention. UM ne sera pas responsable du recouvrement ni du paiement de ces honoraires ou droits. Lorsque des raisons exceptionnelles d'urgence ou de convenance du Client le justifieraient ainsi, UM pourra toutefois avancer le montant de ces honoraires ou droits pour le compte du Client et sous réserve de son obligation de remboursement.

5. Honoraires, frais et facturation

Au début de la prestation des Services, les Parties pourront convenir des modalités de détermination des honoraires professionnels d'UM et des questions relatives à leur facturation et leur paiement.

Dans le cas où un système de facturation en fonction du nombre d'heures de travail consacrées à la Mission serait convenu avec le Client, UM indiquera à ce dernier le tarif horaire applicable et les ce qui aura été convenu dans le cadre de la Mission sera applicable.

À défaut d'un tel accord, le temps consacré par les avocats à la Mission sera un facteur à prendre en considération, mais il ne sera ni le seul ni nécessairement le principal ; son importance pour la détermination des honoraires dépendra de la nature du travail effectué. Cette détermination sera réalisée de manière mûrement réfléchie, raisonnable, sans automatisme, au vu des caractéristiques de la Mission, en nous efforçant d'être efficaces et en tenant compte des attentes du Client.

Le Client sera responsable du paiement des frais avancés par UM au titre de la prestation des Services ou à l'occasion de celle-ci. Ces frais seront répercutés au Client dans la note d'honoraires, sans préjudice de la possibilité pour UM de demander une provision de fonds afin de les satisfaire.

Les frais impliquant des paiements à des tiers (voyages et déplacements, services de messagerie, services de traduction, téléphone, repas, intervention d'autres professionnels dans les termes prévus dans la condition quatrième des présentes, etc.) seront calculés au moyen des justificatifs correspondants et seront répercutés au Client dans la prochaine note d'honoraires émise. Les frais internes également engagés par UM (heures supplémentaires du personnel administratif, par exemple) seront imputés au Client dans la note d'honoraires conformément aux données figurant dans nos registres à cet égard. La Mission pourra, le cas échéant, stipuler des conditions spéciales concernant les dépenses auxquelles UM devra répondre du fait ou à l'occasion de la prestation des Services.

Quoi qu'il en soit, le Client devra satisfaire les honoraires et les frais correspondant aux Services effectivement fournis jusqu'à l'extinction anticipée de la prestation des Services, dans le cas où celle-ci se produirait conformément à la condition dix-septième des présentes ou en cas d'échec de l'opération objet desdits Services.

Les notes d'honoraires émises par UM seront payables à vue par la personne ou l'entité à laquelle la note aura été adressée et, dans tous les cas, dans les trente jours à compter de leur date d'émission, par chèque nominatif ou virement sur le compte bancaire indiqué par UM.

6. Communications

Les communications entre les Parties seront effectuées par les moyens qui s'avéreront les plus adéquats dans chaque cas.

Parmi ces moyens, les envois de courriers électroniques par internet sont fréquemment utilisés. Les Parties comprennent et acceptent que l'envoi d'informations par courrier électronique comporte certains risques (retards, défaut de réception, réception erronée, pertes de données, interception ou modification par des tiers, etc.). UM ne sera pas responsable de ces risques. En outre et sans préjudice du fait que les courriers électroniques transmis depuis UM soient soumis à des systèmes de logiciel antivirus, UM ne peut pas garantir l'inexistence de tels virus et n'engagera pas sa responsabilité au titre de leur transmission ou d'autres éléments indésirables à travers les courriers électroniques envoyés.

Dans l'hypothèse où le Client ne souhaiterait pas recevoir de communications par courrier électronique ou s'il existait un quelconque aspect en particulier qu'il souhaiterait qu'UM prenne en considération concernant l'envoi ou la réception de communications, il devra l'en informer de manière expresse.

Les applications de messagerie instantanée ne sont pas adaptées aux communications professionnelles, ce pourquoi leur utilisation par UM sera exceptionnelle et elles ne seront pas utilisées afin de dispenser un conseil juridique.

7. Confidentialité et secret professionnel

La prestation des Services par UM est soumise au secret professionnel, lequel sera maintenu y compris après l'achèvement de la Mission correspondante. Ce devoir de secret professionnel implique que l'ensemble des avocats et employés d'UM devront préserver la confidentialité de tous les faits ou informations dont ils auraient connaissance au motif de l'une quelconque des modalités de leur activité professionnelle, hormis dans les cas expressément prévus par la loi.

En ce sens, la réglementation en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme impose l'obligation de communiquer certaines opérations aux autorités compétentes, conformément aux termes de la condition neuvième des présentes. Par ailleurs et eu égard aux Missions qui, conformément à la directive (UE) 2018/822 du Conseil, du 25 mai 2018 (« **DAC 6** ») et à sa réglementation interne de transposition, seraient qualifiées de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, UM peut assumer certaines obligations d'information, dans les termes indiqués à la condition dixième suivante.

8. Politique anti-corruption

UM a adopté une Politique anti-corruption fondée sur une tolérance zéro à l'égard de tout type de corruption, publique ou entre particuliers. Cette Politique régit le quotidien d'UM et ses relations avec les clients et les tiers.

Le Client a lu et pris connaissance de la [Politique anti-corruption](#) d'UM, disponible sur son site internet.

9. Prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme

En vertu de la législation en vigueur, les cabinets d'avocats sont tenus de collaborer à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Dès lors, UM pourra demander au Client des informations et des documents justificatifs tant de son identité formelle et réelle que de son activité professionnelle ou commerciale. Cette documentation sera conservée par UM durant le délai prévu par la réglementation relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Ainsi, afin de pouvoir respecter les politiques internes instaurées par UM en matière d'identification de ses clients et la réglementation de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, le Client devra avoir envoyé, avant l'acceptation de la Mission par UM ou du début de sa prestation de Services, par le moyen qu'il considérera le plus opportun (courrier, service de messagerie, pièces jointes à un courriel, télécopie, etc.), la documentation justificative tant de son identité que de son activité commerciale ou professionnelle et, le cas échéant, de l'identité de ses bénéficiaires effectifs et de sa structure de contrôle.

Par ailleurs, en cas de circonstances exceptionnelles et en application de la réglementation relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, UM pourrait se voir contraint de communiquer au Service exécutif de prévention du blanchiment de capitaux espagnol l'existence d'une Mission présentant des indices de relations avec le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme ou dont il aurait la certitude qu'elle soit en rapport avec un tel blanchiment ou financement, et ce, sans qu'il puisse révéler cette communication au Client, pouvant y compris être légalement tenu d'interrompre son travail de conseil dans le cadre de ladite Mission. Dans ce cas, UM sera exonéré d'une quelconque responsabilité au titre des dommages ou retards susceptibles d'être causés au Client subséquent au respect des obligations issues de cette réglementation.

10. DAC 6

Concernant les Missions qui, conformément à la 23^e disposition additionnelle de la loi espagnole n° 58/2003, du 17 décembre 2003, relative à la fiscalité générale introduite dans le cadre de la transposition de la DAC 6, seraient considérées comme des dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration d'informations, UM pourra être tenu d'informer le Client de son obligation de déclarer lui-même à l'Administration fiscale certaines informations ou, dans des cas exceptionnels, de déclarer celles-ci directement.

Lorsqu'en raison de la nature de la Mission, UM ne disposerait pas des informations nécessaires et n'aurait pas besoin d'en disposer afin de décider si l'affaire doit faire l'objet d'une déclaration d'informations, UM ne possédera pas la qualité d'intermédiaire fiscal au sens de la réglementation précitée et, par conséquent, n'informerait pas le Client de l'éventuelle soumission de la Mission à cette obligation de déclaration, ce qui n'exclut pas nécessairement une telle obligation. Partant, il est recommandable que le Client revoie soigneusement les Missions présentant un élément transfrontière afin de déterminer si, dans de tels cas, elles doivent faire l'objet d'une déclaration d'informations, soit par le contribuable, soit par d'autres conseils intervenant sur le dossier et possédant la qualité d'intermédiaire fiscal au sens de la réglementation DAC 6.

11. Formules et données techniques, comptables et financières

Le Client a l'obligation de s'assurer que toutes les formules, algorithmes, feuilles de calcul, notions et données techniques, comptables et financières ainsi que toutes les données numériques contenues dans la documentation qu'il tient sont correctement transcrits, remplissent leurs objectifs et ne présentent pas d'erreurs.

Par conséquent, UM ne sera pas tenu d'évaluer ni de dispenser ses conseils concernant des formules, algorithmes, feuilles de calcul, notions et données techniques, comptables et financières ainsi que des données numériques que le Client, ses conseils ou des tiers fourniraient aux fins de leur inclusion dans un quelconque document préparé par UM ou qui seraient inclus dans la documentation élaborée par le Client, ses conseils ou des tiers et, partant, n'engagera aucunement sa responsabilité à ce titre.

12. Utilisation de services, outils ou plates-formes numériques externes

L'utilisation de services, outils ou plates-formes numériques externes – soumise aux conditions de leur fournisseur – peut comporter certains risques, tels qu'un dysfonctionnement, une perte de données, l'interception de données par des tiers, etc..

UM ne sera pas responsable de ces risques résultant de l'utilisation de services, outils ou plates-formes numériques, sans préjudice d'une possible collaboration avec le Client afin de l'aider à les choisir et les utiliser. En utilisant le service, l'outil ou la plate-forme, le Client accepte de se soumettre aux conditions du fournisseur concerné.

13. Propriété intellectuelle

UM sera le titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les travaux et les matériels produits dans le cadre des Services, sans préjudice de la possibilité pour le Client d'utiliser ces travaux et matériels aux fins desdits Services ou pour toute autre finalité légitime n'impliquant pas leur divulgation à des tiers.

Sans préjudice du droit pour le Client d'utiliser ces travaux et matériels pour son propre compte et dans le cadre des Services, UM devra donner son accord préalable et par écrit dans le cas où ledit Client souhaiterait en divulguer l'existence ou le contenu à des tiers.

En cas d'utilisation par le Client ou par des tiers (auquel cas sous réserve d'une autorisation donnée par UM) de tout ou partie d'un quelconque matériel ou document préparé par UM dans le cadre des Services, postérieurement à la prestation de ces derniers et eu égard à tout autre dossier dans lequel notre cabinet ne serait pas intervenu, ce dernier sera exonéré de toute responsabilité dans le cadre d'un tel dossier ou au titre des matériels ou documents utilisés.

14. Publicité

UM pourra informer des tiers que le Client a la qualité de client d'UM, à moins que ce dernier : (i) ne s'y oppose expressément ; ou, (ii) ait la qualité de personne physique, sans qu'UM ait recueilli son consentement à cette fin.

En outre et avec les mêmes exceptions que celles indiquées au paragraphe précédent, si la Mission confiée acquiert un caractère public, UM pourra effectuer une communication sur sa prestation de conseils dans le cadre de ladite Mission ainsi que sur la nature des services prêtés.

15. Conservation et stockage de documents et informations

UM conservera les documents relatifs aux Services jusqu'à ce que leur prestation soit achevée puis il conservera une copie de ces derniers durant les délais requis par la réglementation applicable, afin de répondre d'éventuelles responsabilités légales ou contractuelles et respecter la politique interne de conservation de documents d'UM en vigueur à tout moment.

Les espaces de collaboration ou de stockage des informations et documents relatifs aux Services pourra être réalisé au sein des installations et serveurs d'UM ou au sein d'installations ou supports de stockage électronique de tiers, y compris au moyen de services de *cloud computing* à condition qu'ils offrent des mesures de sécurité techniques et organisationnelles adéquates et qu'UM ait conclu avec ces derniers un accord écrit de sous-traitance du traitement – en des termes au moins aussi stricts que ceux visés à la dix-huitième condition.

Même si UM adopte les mesures de protection nécessaires pour la sécurité des informations qu'il traite, conserve et stocke, conformément aux normes établies en la matière, les Parties comprennent et reconnaissent que l'absence totale de risques (perte de données, interception ou modification par des tiers, etc.) ne peut pas être garantie et qu'UM ne saurait engager sa responsabilité à ce titre.

16. Portée et limitations de responsabilité

UM ne sera responsable envers le Client que des dommages et préjudices directement causés à ce dernier suite à une prestation dolosive ou négligente des Services. Le Client convient que toute réclamation ou action de quelque nature que ce soit qu'il pourrait formuler concernant les Services, une Mission ou les présentes Conditions Générales (la « **Réclamation** ») devra être présentée par écrit, en précisant suffisamment la nature de la Réclamation et le montant réclamé et, quoi qu'il en soit, dans un délai n'excédant pas deux (2) ans à compter de la date de cessation de la prestation des Services. À cette fin, la date de cessation de la prestation des Services s'entend de la date figurant sur la dernière facture émise par UM à l'attention du Client et liée à la Mission spécifique dont résulte la Réclamation.

La Réclamation sera uniquement et exclusivement adressée à l'encontre d'UM et, en aucun cas, contre l'un quelconque de ses avocats, employés ou associés (ci-après collectivement, les « **Personnes Exonérées** »). Par conséquent, le Client exonère, de la manière la plus large possible, chacune des Personnes Exonérées de toute responsabilité ou obligation susceptible de peser à leur charge au motif d'un quelconque dommage, préjudice, perte ou coût (y compris des frais et dépens judiciaires ainsi que des honoraires d'avocats et avoués) causé ou susceptible d'être causé au Client, directement ou indirectement, en rapport avec les Services, avec une Mission ou avec les présentes Conditions Générales, ou qui soit motivé par l'un de ces éléments quel qu'il soit.

Le Client renonce irrévocablement et de la manière la plus large possible à exercer une quelconque action en responsabilité (qu'elle soit de nature contractuelle ou extracontractuelle), à l'encontre de quelque Personne Exonérée que ce soit, fondée sur tous dommages, préjudices, pertes ou coûts (y compris des frais et dépens judiciaires ainsi que des honoraires d'avocats et avoués) énoncés au paragraphe précédent, et s'engage à ne pas engager de procédure judiciaire, administrative ou arbitrale d'aucune sorte à l'encontre de l'une quelconque d'entre elles.

Les limitations et renonciations susmentionnées ainsi que celles énoncées aux conditions sixième, douzième et quinzième ne seront pas applicables si le Client est un consommateur.

17. Extinction

UM pourra cesser sa prestation de Services au Client à tout moment, en se soumettant à la réglementation professionnelle et déontologique de la profession d'avocat. UM en informera le Client avec un préavis nécessaire afin d'éviter de lui porter préjudice, hormis dans les cas prévus par la loi. Le Client sera également en droit à tout moment de mettre un terme à la prestation des Services.

Dans l'hypothèse où UM ou le Client mettrait fin à la prestation des Services conformément à la teneur du paragraphe précédent, le Client sera responsable du paiement des honoraires et frais dus au titre des Services effectivement fournis par UM et en attente de facturation ou de recouvrement à la date de cessation de la prestation.

18. Protection des données personnelles fournies par le client

Afin de dispenser ses services, UM – en qualité de responsable du traitement des données et agissant au nom et pour le compte du Client – peut demander d’avoir accès aux données personnelles dont le Client est responsable (ci-après, les « **Données Personnelles** »). L’accès et le traitement des Données Personnelles par UM seront effectués dans le respect des dispositions de la réglementation espagnole en matière de protection des données personnelles en vigueur à tout moment et du règlement général sur la protection des données 2016/679, du 27 avril 2016 (ci-après, le « **RGPD** »).

Les Données Personnelles, les catégories de personnes concernées dont les données seront rendues accessibles à UM ainsi que les opérations de traitement réalisées seront, essentiellement, celles suivantes :

Catégorie de personnes concernées	Types de Données Personnelles	Opérations de traitement
Employés du Client, représentants légaux du Client ainsi que clients et collaborateurs du Client. Des informations relatives à d’autres tiers, tels que les parties adverses du Client ou des tiers impliqués dans des procédures judiciaires commerciales ou contractuelles (par exemple, des témoins ou des experts) peuvent parfois être incluses.	Données d’identification, données professionnelles, données relatives aux détails de l’emploi et données relatives aux Services.	Collecte, structuration, conservation, consultation, comparaison, modification, extraction, interconnexion, limitation, destruction et/ou communication.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données précitée, UM s’engage à :

- i) Traiter les Données Personnelles conformément aux instructions énoncées dans les présentes Conditions Générales de même que celles que transmettrait, le cas échéant, le Client par écrit à tout moment. UM n’utilisera pas les Données Personnelles pour une finalité distincte de celle de la prestation des Services, hormis pour le respect de ses obligations légales et déontologiques issues de son activité (par exemple, en matière de blanchiment de capitaux), à l’égard desquelles il agira en qualité de responsable du traitement conformément aux termes de la dix-neuvième condition.

- ii) Traiter les Données Personnelles conformément aux normes de sécurité exigées par l'article 32 du RGPD de même qu'observer et adopter les mesures techniques et organisationnelles de sécurité nécessaires ou opportunes afin d'assurer la confidentialité, le secret et l'intégrité des Données Personnelles auxquelles il aurait accès. Les mesures techniques et organisationnelles de sécurité concrètes applicables à la présente sous-traitance seront fixées en fonction de celle-ci et du Client.
- iii) Préserver la confidentialité et le secret professionnel auxquels sont soumis tous les avocats d'UM, en application de l'article 5 du Code espagnol de déontologie de la profession d'avocat, concernant les Données Personnelles auxquelles il aurait accès aux fins de la prestation des Services.
- iv) Ne pas communiquer ni céder les Données Personnelles à des tiers, même pour leur conservation, hormis dans les cas prévus par la législation, dans les hypothèses où le Client autoriserait ou demanderait à UM de les communiquer ou les céder à un tiers ou lorsque cela s'avérerait nécessaire pour la prestation de ses Services par UM (par exemple, pour des services de TI ou pour la conservation et le stockage de données, y compris les services de *cloud computing* fournis par des tiers).
- v) Au terme de la prestation des Services, les Données Personnelles seront détruites. À titre exceptionnel, une copie de ces dernières pourra toutefois être conservée et placée à la disposition des autorités, en exécution des obligations légales et conformément aux normes déontologiques applicables à UM (notamment aux fins de l'article 25 de la loi espagnole n° 10/2010 du 28 avril 2010, relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme – la « **Loi n° 10/2010** » –, ainsi que de l'article 12.A.10 du Code espagnol de déontologie de la profession d'avocat) ou afin de pouvoir répondre de toute responsabilité susceptible de naître des Services prêtés. En outre, cette obligation ne sera pas applicable aux Données Personnelles dont UM serait lui-même responsable du traitement conformément aux termes de la dix-neuvième condition.
- vi) Aider le Client à garantir le respect des obligations visées aux articles 32 à 36 du RGPD et, concrètement, communiquer au Client, par les moyens de notification convenus, les violations des mesures de protection des Données Personnelles susceptibles de communication conformément aux articles 33 et 34 du RGPD.

- vii) Dans l'hypothèse où UM recevrait pour mission de gérer un quelconque type de réclamation d'exercice de droits de personnes concernées, assister le Client afin qu'il puisse respecter et répondre aux demandes desdites personnes concernant leurs droits d'accès, de rectification, de suppression, de portabilité des données, de restriction au traitement et d'opposition.
- viii) Tenir un registre des catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Client conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGPD.
- ix) Communiquer l'identité du délégué à la protection des données et ses coordonnées au Client. À la date des présentes Conditions Générales, le délégué à la protection des données peut être contacté par courriel à l'adresse suivante : delegado-pd@uria.com.
- x) Mettre à la disposition du Client les informations nécessaires afin de démontrer le respect par UM des obligations énoncées dans la présente condition. Le Client demeurera soumis à de stricts devoirs de confidentialité à l'égard des informations d'UM auxquelles il aura accès. Compte tenu des devoirs de secret professionnel d'UM envers ses clients dans l'exercice de ses activités, la mise à disposition ou la vérification des informations fournies ne pourra donner lieu, à aucun moment, à un éventuel accès du Client à des données ou des informations dont tout autre client d'UM serait titulaire.

Le Client, en sa qualité de responsable du traitement :

- i. Autorise UM à sous-traiter à des tiers des services complémentaires et nécessaires à la prestation des Services tels que, par exemple, ceux de messagerie ou technologiques de gestion et de maintenance de systèmes. UM conclura par écrit un contrat avec les sous-traitants en charge du traitement dont les termes ne seront pas moins restrictifs que ceux prévus dans la présente condition.
- ii. Reconnaît qu'UM est un cabinet global et l'autorise, si cela s'avérait nécessaire aux fins de la prestation des Services, à traiter les Données Personnelles en dehors de l'Espace économique européen, en respectant les garanties exigées par la réglementation applicable.
- iii. Observera les obligations suivantes : a) permettre l'accès d'UM aux Données Personnelles nécessaires à la prestation des Services ; et, b) surveiller le traitement.

Les obligations prévues dans cette condition constituent le contrat de mission de traitement des données entre les Parties, dont la durée et les conditions de rémunération ne sont pas distinctes de celles prévues pour les Services.

Chaque partie sera responsable de manière individuelle et indépendante de l'exécution de ses propres obligations en matière de protection des données personnelles.

19. Clause informative concernant le traitement des données des Parties

Les données personnelles des personnes physiques intervenant lors de la conclusion, la gestion et la prestation des Services, au nom et pour le compte de l'une des Parties (de même que toutes autres données dont la partie réceptrice deviendrait responsable), seront traitées sous la responsabilité de la partie réceptrice aux fins de l'exécution, exercice, maintenance et contrôle des Services et le respect de leurs obligations juridiques respectives. Le traitement des données est nécessaire aux fins précédemment indiquées et ses causes légitimes sont : a) la conclusion, l'exécution, le respect et le contrôle de la relation contractuelle entre les Parties ; b) l'intérêt légitime des Parties de traiter les données de contact et professionnelles de chaque partie aux fins de la prestation des Services et l'exécution de la relation contractuelle ; et, c) l'exécution des obligations légales et déontologiques (y compris les obligations relatives à la prévention du blanchiment de capitaux) auxquelles UM est soumis.

Les données personnelles seront traitées au cours de la prestation des Services et durant une période de 10 ans à compter de son achèvement aux fins du respect de la loi applicable, à moins qu'une obligation légale ou un délai supérieur de prescription de quelconques actions légales ou contractuelles soit exceptionnellement applicable aux Parties.

Les données ne seront pas communiquées à des tiers à l'exception, le cas échéant, des autorités compétentes dans l'exercice de leurs fonctions ou à des tiers lorsque cela s'avérerait nécessaire à la prestation des Services. En outre et eu égard au traitement des données réalisé par UM, compte tenu de son caractère de cabinet global (www.uria.com), la gestion et l'exécution des Services peuvent parfois donner lieu à un traitement des données en dehors de l'Espace économique européen au sein de territoires qui n'offrent pas un niveau de protection de données équivalent. En de tels cas, UM adoptera toutes les mesures nécessaires afin de garantir une protection adéquate des données.

Le titulaire des données personnelles pourra exercer les droits d'accès, rectification, opposition, suppression, portabilité, limitation du traitement ainsi que tous autres droits reconnus par la loi, à l'égard du traitement dont chaque Partie est respectivement responsable, en s'adressant par écrit au délégué à la protection des données correspondant. Par ailleurs, les titulaires des données personnelles sont informés du fait qu'ils peuvent présenter toute réclamation ou demande liée à la protection de ces dernières devant l'autorité compétente en matière de protection des données.

Chacune des Parties s'engage, préalablement à la communication à son cocontractant de toutes données personnelles de personnes impliquées dans l'exécution et la gestion des Services ou d'autres tiers, à informer cette personne de la teneur du paragraphe précédent et à respecter toutes autres conditions susceptibles d'être applicables aux fins de la correcte communication de ses données personnelles à la partie réceptrice, y compris les devoirs d'information et de protection dans une base légale, sans que cette dernière doive réaliser une quelconque démarche additionnelle vis-à-vis des personnes concernées.

Dans tous les cas et conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi n° 10/2010, lorsque la Mission confiée par le Client demeure exclue du domaine du secret professionnel et qu'il s'avérerait nécessaire d'exécuter les obligations d'informations prévues par ladite loi, le consentement de la personne concernée par le traitement et la communication des données à caractère personnel ne sera pas nécessaire, pas plus que seront applicables certains des droits reconnus par la réglementation en matière de protection des données.

20. Modification des présentes Conditions Générales

Les Conditions Générales pourront être modifiées par UM en considération de modifications réglementaires, déontologiques, technologiques, de marché ou de politique d'UM. La modification sera appliquée aux Missions postérieures à la date de sa publication et, dans le cas de Missions impliquant une prestation de services continue, aux Services prêtés après la date de sa publication ou de sa communication.

21. Loi applicable et compétence juridictionnelle

Les Conditions Générales et la relation de prestation des Services sont soumises à la législation espagnole de droit commun (à savoir au code civil espagnol de 1889, tel qu'il a été amendé, et à sa législation concordante), à l'exclusion expresse de tout droit régional, foral ou spécial.

Pour tous différends susceptibles de naître au sujet des Services dans le cadre d'une Mission déterminée, les Parties, renonçant à toute autre compétence juridictionnelle qui pourrait leur être applicable, se soumettent à celle des cours et tribunaux dans le ressort desquels se situe le bureau espagnol d'UM où la Mission est effectuée.

Dans le cas où la Mission serait effectuée dans un bureau d'UM situé en dehors du territoire espagnol, à l'exception de ceux mentionnés à la condition première des présentes Conditions Générales, les Parties, renonçant à toute autre compétence juridictionnelle susceptible de leur être applicable, se soumettent à celle des cours et tribunaux de la ville de Madrid (capitale), pour toutes divergences qui pourraient survenir eu égard aux Services.

Les précédentes conditions relatives à la compétence juridictionnelle et à la loi applicable seront écartées si le Client possède la qualité de consommateur.

BARCELONA
BILBAO
LISBOA
MADRID
PORTO
VALENCIA
BRUXELLES
LONDON
BOGOTÁ
LIMA
SANTIAGO DE CHILE

www.uria.com

Registro Mercantil de Madrid, Tomo 24490 del Libro de Inscripciones, Folio 42, Sección 8, Hoja M-43976,
Inscripción 85. Denominación Social: Uría Menéndez Abogados, S.L.P. NIF: B28563963